

**Séminaire Entrepreneurs
Villes et Territoires**

*organisé avec le soutien de l'Institut
CDC pour la recherche, de la Caisse
des dépôts et consignations et du
ministère de l'Industrie et grâce aux
parrains de l'École de Paris*

Air Liquide¹
Algoé²
ANRT
Areva²
Arcelor
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
CEA
Chaire "management de
l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte & Touche
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
HRA Pharma
IBM
IDRH
Institut de l'Entreprise
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Royal Canin
Saint-Gobain
Schneider Electric Industrie
SNCF¹
Thales
Total
Unilog
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} avril 2006)

LA FIN DU DÉSERT FRANÇAIS ?

par

Hervé LE BRAS

Directeur de recherches à l'INED
Directeur du laboratoire de démographie historique de l'EHESS

Séance du 9 novembre 2005
Compte rendu rédigé par Loïc Vieillard-Baron

En bref

Les démographes du milieu du XX^e siècle prévoyaient un dépeuplement de la ruralité française au profit de Paris. Les recensements récents montrent au contraire une tendance profonde de croissance des plus petites villes et communes. Hervé Le Bras étudie en détail ce phénomène et nous montre une reconstruction de la différence entre la ruralité et l'urbanité sur des bases plus politiques que démographiques. Mais il nous propose surtout une réflexion piquante sur les erreurs en démographie. Ces erreurs sont amples et fréquentes comme quelques exemples fameux le prouvent. Tout se passe comme si, malgré une probité scientifique reconnue et des observations justes, les démographes étaient inévitablement déportés inconsciemment par les manières de penser de leur époque.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ

Le titre de mon exposé évoque le désert français. Ce concept a longuement dominé la démographie française contemporaine. Et pourtant, comme je vais vous le montrer, il s'est révélé profondément faux. De manière générale, les erreurs sont fréquentes et massives en démographie. Au-delà du mythe du désert français, je voudrais essayer de débrouiller cette réalité.

Des projections démographiques célèbres et erronées

En étudiant quelques projections anciennes de populations auxquelles on a fortement cru à l'époque où elles ont été construites et qui se sont révélées très erronées, il est facile de repérer une source d'erreur : en dépit de l'usage honnête des outils scientifiques disponibles, les acteurs sont dominés par des présupposés idéologiques.

Prenons comme premier exemple une projection faite en 1925 sur la croissance de la population au cours des décennies à venir. Son auteur, Karl Holder, est un intellectuel réputé, directeur de la *London School*. Sa prévision montre une quasi-stagnation de la population en Chine, Inde, Indonésie, Afrique ou Amérique du Sud. Les zones de croissance sont en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique du Sud, avec des subtilités selon les pays. Il est remarquable de constater que l'auteur place par exemple une coupure de la croissance au milieu de l'Amérique du Nord, à peu près à la frontière des États-Unis et du Canada ; en dessous la population croît, au-dessus elle décroît. Mais, la limite ne correspond pas exactement à la frontière des deux états. Elle est légèrement plus au nord, et se situe sur la coupure entre zones de présence des Canadiens et celles des Esquimaux. On peut observer le même genre de subtilité sur l'île de Java, que Karl Holder a séparée en deux avec une zone en croissance et une autre en décroissance, la première correspondant aux implantations des Hollandais, et la seconde à celles des indigènes. Au final, quand on la regarde aujourd'hui, cette carte totalement fautive apparaît refléter uniquement une croyance dans la supériorité de la race blanche – présupposé idéologique majeur en vigueur dans les années 1920 – et pourtant elle paraît fondée solidement sur les observations chiffrées disponibles à cette époque.

Un deuxième exemple est donné par la courbe de croissance de la population mondiale établie dans les années 1930 par Raymond Pearl, un Américain fondateur de l'*Office of Population Research* de Princeton, l'un des lieux les plus respectés de la recherche démographique mondiale. Or, sa courbe montre un léger mouvement d'augmentation de la population mondiale jusqu'en 1850 puis une accélération au cours du XX^e siècle puis enfin un plafonnement à deux milliards d'humains à l'horizon 2100. Or en 2000 la planète dépassait déjà les six milliards et demi. Si l'on cherche à comprendre cette mésestimation, l'explication ne se trouve pas dans des erreurs de données ou de calculs mais dans la prégnance des débats idéologiques de son époque sur l'eugénisme. À l'époque, un courant de pensée dominant, celui des "eugénistes", prévoyait en bien des endroits du globe une diminution de la fécondité, pour des motifs biologiques de dégénérescence des races. Or Raymond Pearl pensait, à rebours de la majorité, que la diminution de la fécondité était due à une baisse de l'envie de fécondité. Sans entrer dans le détail de son cheminement, cela l'a amené à observer attentivement des populations de levure ou de mouches, à mettre en évidence des lois de croissance puis de stagnation selon, par exemple la taille du bocal. Ce sont ses recherches et sa volonté de trouver une telle loi qui ont déteint sur sa courbe.

En 1944, à la demande de la Société des nations, le même réputé *Office of Population Research* fait une étude prospective sur le renouvellement des actifs pour les années 1955-1960 en Europe. Le but était d'anticiper des problèmes éventuels dans le monde du travail. Selon ces prévisions, la proportion de nouveaux actifs sur les sortants aurait dû être très élevée en Union Soviétique et dans les pays qui sont devenus les démocraties populaires. En revanche elle aurait dû être très faible dans les plus anciennes démocraties européennes

comme la France, l'Angleterre ou la Suède. Ces projections démenties par les faits sont aujourd'hui particulièrement simples à interpréter. En effet, elles décrivent presque parfaitement les contours politiques de la guerre froide. Quand on songe que cette carte a été établie à partir de chiffres d'avant 1943 et qu'Hitler était encore très puissant, c'est stupéfiant. C'est comme si le partage de Yalta était déjà inscrit dans les mentalités. Et pourtant, les observations, les données et les calculs qui ont servi à l'établir étaient scientifiquement rigoureux.

Je pourrais donner beaucoup d'autres exemples d'erreurs massives. Ainsi une estimation des années 1920 prévoit que l'Angleterre atteindra au mieux quarante millions d'habitants en 2035 et tombera peut-être à cinq millions ! La prévision d'Alfred Sauvy de 1931 établit qu'en 1980 la population française se situerait entre trente et quarante millions d'habitants, alors qu'en réalité elle a largement dépassé les cinquante.

Prenons encore un exemple sur une échelle de temps restreinte, celui des prévisions de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) faites en 2000 pour 2005 sur la population française. En 2000 il y avait 58 744 000 habitants et l'étude prévoyait qu'il y en aurait 59 983 000 cinq ans plus tard. Or les chiffres du recensement de 2005 donnent 60 561 000 habitants. Avec quelques centaines de milliers de personnes, la différence absolue peut paraître faible, mais elle est énorme si on la rapporte à l'augmentation : c'est le double de ce qu'on avait anticipé ! Nous n'avons naturellement pas encore le recul pour savoir ce qui nous a influencés dans un mauvais sens, mais il est probable qu'il s'agit aussi d'un phénomène de détermination idéologique.

De même, il y en avait sans doute un quand on a établi la perspective du désert français, car elle n'a pas rencontré la réalité, et de loin.

Le mythe du désert français

En 1947, le démographe Gravier établit une perspective montrant une population française qui s'accroît autour de Paris et diminue partout ailleurs. C'est ce qu'on a appelé le "désert français". L'interprétation qu'il en donnait était que la croissance démographique en France n'était pas assez forte pour qu'elle se répartisse sur l'ensemble du territoire et que Paris avait un effet de focalisation.

Or, si l'on prend la réalité du niveau d'accroissement de la population (qu'il ne faut pas confondre avec le niveau absolu de population), on observe une autre tendance. Ainsi dans les années 1960, les observations montrent une petite diminution à Paris et dans les départements de la petite couronne, mais globalement une croissance dans les villes et une décroissance forte dans les zones rurales profondes, avec quelques exceptions en région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Au cours des années 1970-1980, les observations montrent une croissance en rayon autour de la plupart des agglomérations, conduisant à un étalement urbain qui empiète sur le rural. À cette époque, on commence d'ailleurs à écarter le concept de désert français au profit de celui de diagonale du vide : seule la diagonale Nord-Est – Sud-Ouest est appelée à continuer à se vider. Mais même cela ne sera pas vérifié. La tendance longue dominante que l'on peut discerner est celle d'un étalement généralisé de l'habitat.

Les résultats de la période actuelle (1999 – 2004) la confirment parfaitement.

La technique des "cellules de Voronoï"

Avant de vous présenter ces résultats, je voudrais donner une précision technique sur la manière de les établir. À chaque recensement, l'INSEE ne recueille maintenant des données que sur un cinquième des communes (soit sept mille cinq cents communes). Pour avoir une carte complète, il faut donc utiliser une technique d'extrapolation. Pour ma part, j'utilise la technique dite des cellules de Voronoï issue de la cristallographie, que j'ai pu valider sur des réalités plus anciennes et bien connues. Elle consiste à placer la population connue au centre géographique de la commune la plus proche, à évaluer son taux de croissance et à l'assigner à

chaque point de la cellule. Cette méthode permet donc de s'affranchir des contours communaux. On peut l'appliquer quel que soit le nombre de points dont on dispose : si on n'en dispose que de deux, la limite entre les zones est simplement fixée par la médiatrice.

En procédant ainsi sur les échantillons de 1999 et 2004, on voit clairement que toutes les communes sont en croissance. Même des départements comme le Gers ou la Creuse qu'on vouait sûrement à l'extinction connaissent un renouveau. Il n'y a plus de diagonale du vide, tout au plus une incertaine demi-diagonale partant du Centre à la Lorraine, si l'on tient à sauver le concept.

Une croissance des petites villes et des bourgs

Si l'on regarde plus précisément les statistiques, ce qu'a fait mon collègue Olivier Pirron, il apparaît que la croissance n'est plus fonction de la localisation géographique mais de la taille des communes. Ainsi sur la période 1990-1999, la croissance la plus forte se trouve dans les petites villes de quelques milliers d'habitants, et cela de manière assez homogène sur la France entière. Entre 1999 et 2004, la croissance la plus forte se trouve dans les communes de cinq cents à deux mille habitants. Il n'y a que quelques zones comme les Ardennes, le Centre ou l'Est qui échappent à cette règle.

Si l'on observe spécifiquement le bassin parisien sur une quarantaine d'années, l'évolution réelle est exactement à l'opposé de celle de la thèse du désert français. Entre 1962 et 1968, la croissance est effectivement très concentrée autour de Paris, mais entre 1968 et 1975, elle commence à s'étendre, notamment vers l'ouest. Entre 1975 et 1982, elle touche un territoire beaucoup plus large que l'Île-de-France, même s'il reste quelques zones faibles. Entre 1982 et 1990 le mouvement continue et ne laisse plus qu'une auréole de décroissance en périphérie du bassin parisien, au sud de l'Yonne ou dans l'Aube. En 1999 ou 2004 cette auréole n'existe quasiment plus.

Nous sommes donc apparemment dans un modèle complètement imprévu.

Les autres pays européens : quatre modèles

Pour prendre de la hauteur sur nos questions françaises, on peut observer ce qui se passe dans les autres pays européens. Il y a, me semble-t-il, quatre modèles :

- un premier modèle qui s'applique bien à l'Espagne et l'Irlande correspond à l'ancien mode d'évolution avec une croissance des noyaux urbains et une très forte décroissance dans le rural profond ;
- un deuxième qui rend compte des situations de l'Autriche, de l'Italie et de la Suisse, est caractérisé par une dualisation entre des régions qui se peuplent et d'autres qui se dépeuplent ; on l'appelle le modèle japonais, puisque c'est pour ce pays qu'on a pour la première fois employé ce terme ;
- un troisième qui est fait d'une croissance faible mais étalée, comme en Allemagne ;
- un quatrième, celui de l'Angleterre, qui s'organise sur une décroissance des grands pôles urbains, comme le grand Londres, le sud du Pays de Galles, dans les *Midlands* ou autour de Liverpool, et sur une croissance des zones périphériques, comme la Cornouailles, le nord du Pays de Galles ou le Norfolk.

En France, beaucoup pensaient qu'on irait vers le modèle de la dualisation, en s'appuyant sur l'idée que la démographie française n'était pas assez forte pour que la population s'étale sur tout le territoire. Remarquons au passage qu'il s'agit d'un argument proche de celui que Gravier avait donné à l'époque pour justifier sa théorie. Mais, comme on l'a vu, ce n'est pas la tendance actuelle.

D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

Pourquoi assiste-t-on aux changements que je vous ai décrits ? Quelles sont les forces positives à l'œuvre dans les petites communes ? Chacun a sa petite idée, mais il n'y a pas d'arguments statistiquement plus fondés que d'autres.

Pourquoi n'a-t-on pas pris la voie de la dualisation ? Pour le comprendre il faudrait beaucoup travailler, notamment sur les déterminants de la dualisation à partir des pays où cela s'est produit. Il est facile par exemple de repérer que les pays qui la connaissent (Autriche, Italie, Japon, Suisse) sont homogènes par leur caractère très montagneux et par l'existence d'une culture de défiance vis-à-vis de l'habitat sur les hauteurs. Mais il faudrait étudier plus scientifiquement le sujet pour pouvoir en tirer des réponses solides.

Que va t-il se passer dans le futur ? Les tendances actuelles que l'on a discernées vont-elles perdurer ? D'autres forces imprévues, déjà en train d'agir souterrainement, viendront-elles les supplanter ? Déjà, sur le passé récent, les réponses satisfaisantes manquent. En conclusion, je ne vais donc pas faire de prévision mais seulement souligner qu'il faut probablement changer fortement notre manière de voir le territoire. Une mutation forte s'est produite à la fin des années 1990. Pour le moment elle semble nous entraîner vers une disparition de l'ancienne et puissante différence entre les concepts d'urbain et de rural. Les Anglais disent que l'Angleterre est devenue une grande ville. Notre pays prend peut-être la même direction.

Une différenciation politique

Pour illustrer la difficulté de connaître les véritables déterminants, je voudrais démontrer que sur le plan politique, la différence entre urbain et rural semble au contraire s'amplifier. En voici la preuve. Les chiffres du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 permettent de calculer de manière hypothétique la géographie et l'ampleur du oui et du non au dernier référendum. Il suffit de prendre les scores obtenus localement par chaque candidat et de leur appliquer un pourcentage logique de oui ou de non. Par exemple on affecte 100% de non aux scores de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Pour les autres partis, on fait des hypothèses simples. Avec cette technique, on prévoit nettement un vote en faveur du oui dans les zones urbaines et du non dans les zones rurales. Néanmoins la différence est plus faible que celle qui s'est effectivement produite, comme si, en 2005 les mentalités étaient plus écartées qu'en 2002.

Si l'on observe en détail les données, on peut ajouter deux remarques. La première a trait aux principaux lieux d'accroissement du non qui se trouvent sur les zones anciennement communistes. C'est comme s'il y avait une forme de survie du PC après sa mort. La deuxième se rapporte à la correspondance entre les agglomérations et le vote en faveur du oui. Ce n'est pas tant la taille stricte de l'agglomération qui compte mais plutôt sa position de commandement sur un territoire.

DÉBAT

La bonne explication ?

Un intervenant : *Dans mon département du Gers, il est clair que l'arrivée massive des Anglais fait monter les prix du foncier et entraîne l'étalement de la population vers des zones plus éloignées des villes.*

Int. : *Pour ma part, je constate une saturation sur la côte basque si bien que les jeunes sont obligés d'aller plus loin dans les terres et les peuplent.*

Int. : *Il me paraît évident qu'aux environs de Tours, l'augmentation démographique est liée à la présence du TGV et à la rapidité des liens avec Paris.*

Hervé Le Bras : Les hypothèses pour expliquer les mouvements de population sont toujours très nombreuses et très variables. Vous en avez cité quelques-unes. On pourrait en ajouter beaucoup, qui peuvent être localement justes mais ne sont pas généralisables. Les retraités sont par exemple sensibles à la question de l'accès aux soins. Mais dans certaines régions, les grandes villes sont les seules à être bien équipées, alors que dans d'autres les villes moyennes le sont aussi, et les routes pour y accéder excellentes. On pourrait aussi penser que la force de l'activité économique est une explication de la croissance de certaines régions. Mais la réalité est parfois contre-intuitive. Ainsi on observe un déplacement des jeunes sans diplôme et des chômeurs de longue durée de la région Nord-Pas-de-Calais vers celle du Languedoc-Roussillon, alors que le chômage y est plus important. La bonne raison se trouve probablement dans le fait que cette région a développé une culture du sous-travail faite de petits boulots, qui permet, malgré tout, d'y mieux vivre que dans le Nord.

Int. : *Il existe néanmoins des éléments d'influence globale comme les trente-cinq heures, l'internet, l'augmentation des prix du logement ou du transport. Quels sont leurs effets ?*

H. Le B. : Ces éléments jouent probablement un rôle mais nous ne disposons pas de véritables études scientifiques qui permettent de les insérer dans nos modèles. Cependant, l'expérience montre que chacune des causes possibles prises ponctuellement n'a qu'un effet faible. À l'échelle de la population, le choix d'un logement agglomère beaucoup d'éléments. L'actualité fait grossir exagérément à nos yeux l'influence de tel ou tel facteur. L'intérêt des statistiques réside justement dans le fait de donner des photographies à des instants précis. Celles que je vous ai montrées permettent de mettre solidement en évidence une mutation globale à la fin des années 1990. Cela ne clôt pas les interrogations, mais c'est déjà beaucoup.

Int. : *L'actualité immédiate nous centre sur le problème des banlieues. Avez-vous une explication propre liée à vos travaux ?*

H. Le B. : Non, en tant que démographe, je n'ai pas d'avis. C'est beaucoup trop tôt. De plus mes outils ne sont pas fabriqués pour cela. Le cas des événements de mai 1968 l'illustre. Une bonne explication de cette fameuse explosion sociale consiste à dire, selon la formule d'Henri Weber, qu'il s'agissait d'une révolte contre l'autorité, en ce que chacun avait envie de secouer un joug qui lui était propre. Les enfants avaient envie de se révolter contre les pères, les ouvriers contre les patrons, des étudiants contre les professeurs, et les ministres contre le général de Gaulle ! Une telle explication ne peut pas émerger des indicateurs sociaux lourds que j'utilise.

Du bon usage des chiffres

Int. : *Je souligne que vous nous avez surtout montré un accroissement de la densité. La densité absolue reste néanmoins très contrastée, avec des zones importantes très faiblement peuplées. Les communes qui passent de trente à quarante habitants augmentent beaucoup,*

mais la somme totale reste faible. Vous mettez en évidence non pas la fin d'un vide, mais la fin d'une aridité.

H. Le B. : Absolument. En termes de peuplement, la diagonale du vide existe toujours. Au rythme actuel il faudra deux cents ans pour qu'elle soit peuplée autant qu'au XIX^e siècle ! Mais le retournement de la tendance entraîne par lui-même de nombreux enjeux. C'est par exemple important politiquement au regard de l'implantation des services publics. Ainsi La Poste avait depuis longtemps mis en place des stratégies de fermeture ou de rassemblement de ses implantations fondées sur une baisse continue de la population. Elle m'a immédiatement demandé de lui expliquer la nouvelle situation.

Int. : *Vos cartes me gênent dans la mesure où elles suggèrent que la population est affectée à un lieu. Or ce n'est pas le cas du fait des résidences secondaires, des mobilités saisonnières et des vacances, ou simplement du fait de la séparation entre le lieu de travail et celui d'habitation : huit cents personnes viennent de Tours ou du Mans tous les matins pour travailler à Paris. Il ne s'agit pas d'un phénomène marginal ni en nombre ni en distance. Ainsi, il y a une grande différence entre le lieu de recensement de l'habitat et celui de la présence effective. En Île-de-France ou sur les côtes, les écarts sont impressionnants. Si on s'intéresse à l'économie, ce sont plutôt ces données qu'il faudrait prendre en compte.*

Int. : *Un moyen de rendre compte de ce genre de différences consisterait à comparer les bassins d'emplois et les bassins d'habitation.*

H. Le B. : "Mes" cartes ne représentent pas l'état réel des choses, qui dépend de votre centre d'intérêt. Si vous vous intéressez au lieu où les gens dépensent leur argent, il est clair que le lieu de présence effective mériterait d'être pris en compte avec attention.

Int. : *Quelle est la fiabilité des données initiales d'un recensement ?*

H. Le B. : Je considère que les données du recensement sont assez bonnes, et les démographes peuvent d'ailleurs assez facilement les recouper avec d'autres sources. La marge d'erreur se limite à quelques pour cent. En ce qui concerne les prévisions à long terme, une étude américaine a essayé d'évaluer le taux annuel d'erreur. Il est assez curieux de constater qu'elle a trouvé, selon les prévisions, un taux assez constant de 0,5 % (ce qui conduit à une erreur du simple au double en soixante-dix ans environ) tout au long du XX^e siècle. On aurait pu s'attendre à une amélioration compte tenu du progrès des techniques, mais il semble que l'effet favorable soit compensé par des déplacements plus rapides des populations, qui sont sources d'imprécision.

Int. : *Comment traitez-vous les doubles résidences ?*

H. Le B. : Mal. Nos outils statistiques ou méthodologiques ne sont pas bien adaptés à ce phénomène. D'autres pays le font bien mieux, l'Allemagne par exemple.

Fécondité et démographie

Int. : *L'Allemagne et l'Italie sont en effondrement démographique. Est-ce que cela se traduit par des phénomènes de désertification ?*

H. Le B. : Tout d'abord, je m'élève vivement contre l'expression d'effondrement démographique. Il y a certes un effondrement de la fécondité, mais celui-ci n'entraîne pas, pour le moment, de chute démographique. En Allemagne, un recensement récent a montré que la population continuait à augmenter légèrement. Certains disent que la baisse de la fécondité n'a pas encore connu ses pleins effets, du fait d'un retard dû à l'allongement de la vie. D'autres soulignent le rôle de l'immigration. Ils ont raison, mais il n'empêche qu'il y a plus de gens sur le territoire qu'auparavant. Il est faux de lier baisse de la fécondité et baisse de la démographie. En 1975, constatant la chute de la fécondité, on prévoyait que la France allait s'effondrer. Or depuis, le taux de fécondité est constamment resté légèrement en

dessous du fameux seuil de renouvellement, et pourtant notre population s'est accrue le plus rapidement depuis deux cents ans ! Cela me conduit à faire remarquer que nous sommes un des rares pays à se fixer sur ces indices. L'origine en est historique et se trouve dans le traumatisme qui nous a frappés en 1893 quand on a perçu un déclin et qu'on a eu très peur que cela n'entraîne un affaiblissement militaire dangereux. Mais l'Allemagne et l'Italie, comme beaucoup d'autres pays, y font beaucoup moins attention. Pour conclure sur votre question, il faut aussi remarquer que ce sont des pays denses, et qu'ils ont plutôt tendance à penser que leur population pèse trop sur le territoire. En Italie, c'est un sentiment très net.

La disparition du rural

Int. : *Je voudrais souligner l'érosion de la spécificité du métier d'agriculteur comme homme de la campagne et du rural. Aujourd'hui la majorité des agriculteurs habitent en ville, vont en voiture sur leurs terres, et gèrent beaucoup de documents administratifs. Les grands céréaliers de Normandie ou de Beauce n'ont presque plus de contact direct avec la matière agricole : ils passent des contrats à des entreprises spécialisées, l'une dans le labourage, l'autre dans la récolte, etc. De manière générale, les agriculteurs prennent des vacances comme tout le monde, et les passent loin de chez eux, sur la Côte d'Azur, à la montagne ou à l'étranger. En résumé, leur vie est proche de celle qu'on peut rencontrer dans l'industrie. Sous cet angle, la notion de rural, évocatrice d'isolement et d'autarcie, n'a plus grand sens.*

H. Le B. : Oui. D'ailleurs le concept le plus pertinent aujourd'hui ne m'apparaît plus être la distinction entre la ville et la campagne, mais la distance au centre d'une grande agglomération, ce qui revient à dire que c'est la densité des contacts physiques avec les centres de commandement qui compte. D'un point de vue des comportements politiques, c'est particulièrement net. Actuellement, plus on s'éloigne moins les gens votent pour les partis de gouvernement et plus pour les partis de contestation.

Présentation de l'orateur :

Hervé Le Bras : directeur de recherches à l'INED (Institut national d'études démographiques) ; directeur du laboratoire de démographie historique de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Diffusion avril 2006